

STOP

7.3.2021

NON

**HUILE DE
PALME!**



**NON à l'accord de libre-
échange avec l'Indonésie
le 7 mars 2021**

www.stop-huile-de-palme.ch

5 raisons de refuser un accord de libre-échange néfaste

Un désastre écologique

La culture de l'huile détruit de vastes zones de forêts tropicales et par là-même un énorme réservoir de biodiversité. D'innombrables espèces animales et végétales sont mises en danger par cette pratique. Les photos d'orangs-outans brûlant vifs dans ce qu'il reste encore de leurs habitats font le tour du monde. Le réchauffement climatique est en outre accentué puisque les monocultures font disparaître les forêts qui constituent de précieux puits carbone. L'utilisation d'engrais et de pesticides toxiques est élevée. Ceux-ci polluent l'eau potable ainsi que les ruisseaux et les rivières. L'accord de libre-échange va encore accélérer cette surexploitation de la nature.

L'accord repose sur un label frauduleux

Il est clair que les lignes directrices de la RSPO (table-ronde sur l'huile de palme durable) sont insuffisantes et permettent la poursuite de la destruction des tourbières et des forêts tropicales humides riches en espèces. D'immenses superficies sont victimes de la soif humaine d'huile de palme : déjà 17 millions d'hectares de terres ont été convertis, soit une superficie quatre fois plus grande que la Suisse. Les critères de durabilité de l'accord n'ont aucun effet. Il n'y a pas de mécanismes de contrôle efficaces et pratiquement pas de sanctions en cas de violation. De plus, l'industrie de l'huile de palme est censée se contrôler elle-même, car le contrôle de conformité aux critères de durabilité est assumé par l'organisation privée RSPO, qui est elle-même dominée par les producteurs d'huile de palme. La RSPO fait l'objet de controverses depuis des années.

Les profits des entreprises au détriment de la population locale

La production et la transformation de l'huile de palme sont dominées par de grandes entreprises. Les communautés indigènes et les agriculteurs locaux sont déplacés par les monocultures des compagnies d'huile de palme. Au lieu de pratiquer l'autosuffisance sur leurs propres terres et de cultiver des légumes et des fruits pour le marché local, la population indigène doit travailler dans les plantations dans des conditions précaires.

De graves violations des droits humains

L'Indonésie est un lieu déterminant dans la compétition mondiale pour les ressources naturelles. Cela s'accompagne d'une militarisation croissante et de graves violations des droits humains, d'un accaparement des terres et de déplacements massifs de population. Le pays favorise également les multinationales en libéralisant le secteur bancaire, en mettant en place une protection plus stricte de la propriété intellectuelle sur les brevets de médicaments et surtout sur la protection des semences concernant les variétés végétales.

L'accord nuit à notre agriculture

L'huile de palme bon marché menace déjà notre production nationale de graines oléagineuses telles que l'huile de colza et de tournesol. Cet accord de libre-échange ne fera que renforcer la demande d'huile de palme bon marché - au détriment d'alternatives saines et durables issues de la production locale.

Par conséquent : Votez non le 7 mars à l'accord de libre-échange destructeur avec l'Indonésie !

Soutenez-nous par un don :

IBAN : CH 08 0839 0037 6840 1000. Merci beaucoup !

Informations complémentaires :

Association Référendum Stop Palm Oil, P.O. Box 171, 1242 Satigny GE.

www.stop-huile-de-palme.ch